



Photo Sygma

PLOGOFF:

la bretagne contre le nucléaire

Au bout du monde, battu par les vents violents, lande hantée de mystères, le Cap Sizun vient d'affronter une de ses plus rudes tempêtes. Pas celle des flots tumultueux mais la marée des gendarmes mobiles, casqués, embouclés, fusils lance-grenades à la hanche. Pendant six longues semaines, Plogoff a vécu en état de siège. Parce qu'EDF veut construire à quelques encablures de la pointe du Raz une centrale nucléaire.

L'affrontement a été particulièrement violent, dans ce pays breton têtu, dans ce pays de marins habitués à la vie dure mais qui tiennent par-dessus tout à leur maigre tranquillité. Il y a eu des blessés, des emprisonnés. «L'armée d'occupation» a vidé les lieux, une fois close l'enquête d'utilité publique sur le projet de centrale ; d'hostilité publique, comme ils disent ici. Mais il ne faut pas s'y tromper : le combat n'est pas terminé. La résistance de la

population de Plogoff laissera des traces ; dans toute la France. Parce que l'histoire de ce village et des communes voisines est exemplaire. Caricature de la société que nous réserve le nucléaire. Où la répression succède inmanquablement aux atteintes aux libertés.

La France peut se vanter — elle ne s'en prive d'ailleurs pas — de mener le programme nucléaire le plus ambitieux du monde occidental. Dix-sept centrales fonctionnent déjà ; trente-cinq autres sont prévues. Afin de fournir en 1985 55 % de l'électricité consommée dans le pays.

Partout ailleurs, la résistance anti-nucléaire a su imposer un ralentissement des programmes. Parfois des moratoires. Ici, la conjugaison d'un faible mouvement écologiste et d'un État centralisé et tout-puissant soutenant une entreprise nationalisée non moins puissante, a permis d'imposer un programme peu raisonnable. La

suite des événements, les difficultés techniques rencontrées d'ores et déjà, le démontrent. Mais il ne faut pas se contenter de sourire lorsqu'on apprend un nouveau retard dans la mise en route de la centrale de Tricastin. Ce n'est qu'un répit gagné sur l'ennemi. L'important est de se demander comment nous en sommes là. A quel prix, ce si merveilleux programme que les dirigeants du monde entier nous envient ? (pour combien de temps ?).

Il faut reconnaître d'abord que notre législation est particulièrement faible en matière nucléaire. Il a fallu attendre 1977 pour qu'une étude d'impact sur l'environnement soit obligatoire. Et les études présentées par EDF sont beaucoup moins détaillées, beaucoup moins sérieuses que celles des États-Unis ou d'autres pays européens. La France est aussi la seule importante nation occidentale à se passer d'une loi nucléaire et d'une agence de sécu-

rité indépendante.

Quant aux consultations menées autour des sites choisis par EDF, mieux vaut en rire plutôt qu'en pleurer.

A Plogoff, le maire n'a appris ce qui le menaçait que par la presse. Ailleurs, élus de droite ou communistes ont été prévenus plus tôt. Mais toujours mis devant le fait accompli, toujours «convaincus» par les arguments chocs déployés par les préfets, les techniciens d'EDF et les membres du gouvernement dépêchés pour l'occasion : patente, voyages près des centrales en fonctionnement, promesse d'emplois nouveaux...

La population n'a pas droit à tant d'égards, cela reviendrait trop cher. On l'abreuve cependant de littérature, pour contrer les anti-nucléaires qui réussissent à s'exprimer ; dans le Finistère, un spécialiste des relations publiques — et des affaires coloniales — un certain Coup de Fréjac, avait été envoyé dans cette terre de mission pour y porter la bonne parole, éditant un petit bulletin qui cachait soigneusement ses attaches avec EDF.

Ensuite, vient la parodie d'enquête publique. Partout, la question de son inutilité a été posée. Puisqu'aussi bien les habitants peuvent inscrire ce qu'ils veulent sur les registres mis à leur disposition, il n'en sera tenu aucun compte. Invariablement, la déclaration d'utilité publique est donnée, malgré les oppositions. Depuis plusieurs années, les municipalités refusent d'accueillir dans les murs de leurs mairies les dossiers d'enquête. Ainsi, le Pellerin, près de Nantes, avait été le premier village à connaître les camionnettes déguisées en «mairies annexes» par la Préfecture où, sous bonne garde, on pouvait consulter les maigres dossiers d'information mis à la disposition des curieux. Au fil des mois, ces gardes ont grossi en nombre pour atteindre à Plogoff — après le Pellerin, après Golfech — le chiffre inimaginable de cinq cents gendarmes mobiles... Alors que la dernière marée noire n'a reçu l'aide que de trois cents soldats.

Cette armée à elle seule est une provocation vivante. S'y ajoutent les rondes nocturnes, en camions bâchés, avec tirs de grenades au moindre bruit. Sur la route de Pont-de-Croix, à plusieurs kilomètres de là, ils ont lancé des pierres dans des carreaux puis tenté de faire retirer sa plainte à la propriétaire. Sans parler des heurts quotidiens qui ont émaillé leur séjour en cap Sizun.

Il y a eu aussi la répression judiciaire. Jamais autant employé que pour ce site là. Deux animateurs du GFA (Groupement agricole foncier) ont été trainés en justice pour avoir permis la construction d'une bergerie sur le futur site. Ensuite, un vieux marin arrêté — et tabassé — en possession d'un lance-pierres a été condamné à quarante-cinq jours de prison pour port d'arme. Puis les arrestations se sont multipliées : neuf manifestants lors des affrontements du 29 février dont deux seulement ont été relâchés rapi-

dement. A l'occasion de ce procès, un avocat de la défense a même été suspendu pour dix jours, sanction extraordinaire, la dernière de ce genre datait de 1964. Du coup, tous les avocats de Quimper se sont mis en grève...

Tout cela se passait pendant que Giscard faisait un tabac en Palestine sur le thème de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes... Ironie. Le candidat Giscard avait semble-t-il oublié de tourner sept fois la langue dans sa bouche lorsqu'il avait promis, en pleine campagne électorale faut-il dire pour sa défense, que jamais une centrale ne serait imposée à une population qui la refuserait. La réponse gouvernementale est claire aujourd'hui, le ministre de l'Industrie, André Giraud, l'a donnée lui-même : «Je ne vois pas pourquoi une minorité, parce qu'elle fait plus de bruit dans la rue, aurait plus de poids que l'ensemble de la population». Et d'alléguer que 85 % des Français sont d'accord avec sa politique nucléaire... D'où sort-il un tel chiffre ?

Il est trop facile de ramener à l'agitation d'une minorité ce qui est le fait d'une population unanime. Le cas est en tout état de cause frappant à Plogoff. Ici, la peur de la centrale est partagée par l'immense majorité des habitants. Three Mile Island n'est pas oublié. Pas plus que les conditions particulièrement dangereuses de la mise en place du programme français, surdimensionné par rapport aux capacités de l'industrie nationale et de celle d'EDF qui ne parvient pas à assurer le contrôle nécessaire des matériaux, faute de temps et faute de personnel employé à cet effet. Les vannes de Gravelines qui ferment mal et ouvrent mal, les fissures découvertes — par hasard — dans le revêtement de deux pièces essentielles des réacteurs, tout cela, non, n'est pas dû au hasard. C'est le fruit de la précipitation qui anime les promoteurs et les constructeurs de ce programme. Rien là-dedans qui puisse rassurer les populations voisines de centrales construites ou à construire.

«Nous avons des motifs impérieux de nous battre» dit-on à Plogoff, comme on le dit ailleurs. Ici, la centrale signifierait la mort, parce que le tourisme, la dernière activité du pays, amène cinq cent mille visiteurs chaque année à la pointe du Raz. La centrale serait ici un monstre, avec ses quatre tranches de 1300 MW. Elle prendrait sur la falaise un espace de 1,5 km de long sur 600 mètres de large. Sans compter les routes, les couloirs de lignes à haute tension. Et la perspective de subir un chantier pendant dix ans ne sourit à personne : «il est prévu de faire sauter quatre à cinq tonnes d'explosifs par jour pour niveler la côte. Trois mille ouvriers et leurs familles doivent débarquer, ce qui poserait des problèmes énormes à une commune aussi petite que la nôtre, avec ses deux mille trois cents habitants» explique le maire socialiste, Jean-Marc Kerloch.

A la menace, les Capistes ont choisi de répliquer par l'espoir, en remettant en culture la lande sur laquelle doit s'édifier la centrale. Le GFA a déjà acheté une vingtaine d'hectares, une bergerie a été construite qui abrite une cinquantaine de brebis et leurs agneaux. «Nous voudrions installer un gars par an sur la commune pour remettre en culture le millier d'hectares abandonnés» explique le berger, un grand blond, ancien éducateur recyclé depuis six ans dans l'élevage.

Ainsi, la lutte contre la centrale a-t-elle réveillé un village qui se découvre des raisons de vivre. Mais ses chances de succès sont maigres. EDF tient à ce site, malgré ses difficultés techniques, parce qu'elle veut absolument implanter une centrale nucléaire en Bretagne. Et ce qu'EDF veut... Elle n'a pas peur pour convaincre d'employer des arguments douteux. Dire par exemple que la Bretagne ne produit que 20 % de sa consommation, ce qui est faux, si on tient compte des groupes qui produisent dans la région nantaise et exportent une bonne part vers la région parisienne. Il suffirait de répondre aux demandes plusieurs fois répétées de la région qui veut une unité de deux tranches de 600 MW au charbon près de Brest et autant près de Nantes pour que la puissance électrique disponible de l'Ouest corresponde aux prévisions de consommation pour 1984... Mais cela n'entre pas dans les plans d'EDF. Pour elle, lâcher en Bretagne signifierait un déséquilibre terrible : comment, ensuite, imposer des centrales nucléaires à des régions qui en ont déjà plus que leur compte ?

On connaît un seul exemple de reculade de l'entreprise nationale, après pression du gouvernement : le Pellerin, en Bretagne justement. Grâce à l'énergie des édiles de Nantes, grâce aussi aux services de sûreté qui étaient opposés à ce site, trop proche d'une importante agglomération. Plogoff, lui, a l'air perdu. Pourtant, il vit, dans un rayon de cinq kilomètres autour de la centrale, 192 habitants au kilomètre-carré, soit le double de la moyenne française. Inutile de nous faire croire, donc, que cette centrale serait implantée dans un désert. Inutile aussi d'accuser les Plogoffistes de ne pas voir plus loin que le bout de leur cap... Ils ne refusent pas seulement le nucléaire pour leur tranquillité mais l'ensemble d'un programme fou.

Voilà pourquoi l'affaire de Plogoff est si importante. Si le gouvernement et EDF ne cèdent pas, il faudra poster des soldats en permanence autour d'un chantier et d'une centrale que les habitants n'accepteront jamais. La preuve sera faite que la société nucléaire est bien une société policière. Sans discussion possible.

Frédérique de Gravelaine